



Cultures & Conflits

26-27 | automne 1997

Contrôles : frontières, identités. Les enjeux autour de l'immigration et de l'asile

États-Unis : frontière sécurisée, identité(s) contrôlée(s) ?

Ayse Ceyhan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/373>

DOI : 10.4000/conflits.373

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1997

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Ayse Ceyhan, « États-Unis : frontière sécurisée, identité(s) contrôlée(s) ? », *Cultures & Conflits* [En ligne], 26-27 | automne 1997, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/373> ; DOI : 10.4000/conflits.373

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Creative Commons License

États-Unis : frontière sécurisée, identité(s) contrôlée(s) ?

Ayse Ceyhan

1 Ayse CEYHAN¹

2 Depuis les années quatre-vingt, on assiste aux États-Unis, tout comme dans l'Union européenne, à la production de deux discours contradictoires : d'une part, un discours de mondialisation des échanges, de l'autre, un discours sécuritaire. Si le premier implique l'affaiblissement physique de la frontière, le second propose la restauration de la fonction de sécurisation de celle-ci, c'est-à-dire le renforcement des contrôles afin d'empêcher l'entrée des " indésirables " dans le pays. De nos jours, c'est plutôt ce dernier qui se répand de plus en plus. Comme le décrit Didier Bigo, il se caractérise par l'inclusion des questions de frontière, d'immigration et d'asile dans un continuum de menaces au même titre que le terrorisme, le trafic de drogue, le crime, la violence urbaine et les incivilités sociales². On observe dès lors une transformation de la figure de l'immigré venant des pays du Sud. Désormais, celui-ci n'est plus considéré comme faisant partie de l'E Pluribus Unum, mais devient un objet de peur et constitue une menace imaginaire non seulement pour la sécurité nationale mais aussi pour la sécurité sociétale (identitaire). Pour justifier la sécurisation de l'immigration, on invoque dans l'Union européenne le déficit de sécurité qu'entraîneraient la suppression des frontières internes et la libre circulation des personnes et on propose le renforcement des mesures de contrôle aux frontières externes de la communauté, l'adoption d'un système de contrôle interne ainsi que le durcissement des conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Aux États-Unis, bien que l'ALENA³ ne prévoie pas la libre circulation des personnes entre les pays membres, on remarque un processus relativement analogue de sécurisation de l'immigration, de contrôle des passages aux frontières ainsi que de contrôle des populations à l'intérieur. Et c'est paradoxalement la Californie, l'État-Eta multiculturel que Michel de Certeau avait décrit comme le " lieu d'immigrations internes et externes où la vie consiste à passer constamment la frontière "⁴, qui a fait figure de précurseur de cette convergence. C'est là qu'ont été adoptées les mesures les plus sévères contre l'immigration, comme la Proposition 187 qui interdit aux clandestins le bénéfice des droits sociaux et l'accès à

l'éducation publique. Et, c'est là (et au Texas) qu'a été mis en place un dispositif sophistiqué de contrôle de la frontière avec le Mexique : la construction d'un mur en tôle d'acier séparant San Diego de Tijuana, la création d'un fossé sur la ligne frontière, l'augmentation du nombre des agents de la Border Patrol, le redéploiement de l'Armée et la réimportation des techniques militaires expérimentées à l'étranger, la construction de nouveaux centres de détention, la création d'un centre de recherches sur la frontière pour tester les technologies ultra modernes de surveillance et de contrôle, telles que les ondes électriques pour stopper les véhicules en marche, les détecteurs de drogues, la signalisation des mouvements, les empreintes digitales et vocales, etc. Pourquoi, malgré une activité économique transfrontalière intense, qui fait de la zone frontalière avec le Mexique l'une des plus actives au monde et malgré une forte interdépendance socio-culturelle se polarise-t-on spécialement sur cette frontière ? En revanche, pourquoi n'attribue-t-on pratiquement pas de fonction de sécurisation à la frontière avec le Canada quand bien même les statistiques montrent que les ressortissants canadiens constituent le troisième groupe de personnes refoulées à la frontière après les Mexicains et les Dominicains⁵ ? Pourquoi se focalise-t-on sur les groupes qui traversent la frontière américano-mexicaine et à qui on attribue des constructions identitaires différentes (les Hispaniques⁶) ? Est-ce que cela veut dire que les enjeux de sécurité incluent le débat sur la construction et la sécurisation des identités ? Peut-on dire, avec Barry Buzan et Ole Waever⁷, qu'il y a émergence d'une sécurité sociétale qui remplacerait la sécurité nationale et se transformerait en une question de " haute politique " ? Le mythe de la frontière comme symbole de l'identité américaine Contrairement à l'Europe occidentale, la frontière aux États-Unis ne correspond pas à l'affirmation territoriale de peuples anciennement inscrits sur un terroir. Ne relevant pas de la géographie physique, elle est plutôt artificielle ou abstraite⁸. Résultat d'une politique expansionniste qui a abouti au Sud-Ouest à la guerre de conquête contre le Mexique, obligeant celui-ci à céder, par le traité de Guadalupe Hidalgo (1848), tous les territoires au Nord du Rio Grande, la frontière puise sa force essentiellement dans sa dimension symbolique reproduite dans les mythes, les discours, les législations, les dispositifs, etc. En reprenant la description de Malcolm Anderson, nous dirons qu'elle est une institution et un processus politique. En tant que telle, elle est à la fois un " mythomoteur de l'identité nationale " et un " terme discursif " ⁹. Le mythe de la frontière est le mythe le plus ancien des États-Unis et celui qui les caractérise au mieux¹⁰. Entendu au temps de la conquête des terres indiennes au sens de l'avancée pionnière (pioneer frontier), popularisé par la métaphore de Turner (civilisation/désert/ régénération) ¹¹ où " sans contenu précis la frontière était conçue comme un horizon spatial en mesure de générer des énergies et de faire sens " ¹², repris par Roosevelt et Kennedy, ce mythe est constamment reproduit sous le mode narratif dans les récits, les romans, les films, etc. Il occupe une place importante dans la construction de la " communauté imaginée " américaine et le maintien de l'identité nationale. Selon David Campbell, les États-Unis constituent, dans un pays où " être américain " n'est pas défini clairement, la " communauté imaginée " ¹³ par excellence, où la frontière et le discours de la menace jouent un rôle central dans la formation de l'identité ainsi que dans les pratiques d'inclusion et d'exclusion¹⁴. La frontière marque le rapport à l'autre, voisin, ami ou ennemi, elle distingue entre les " barbares " et les " civilisés ", le chaos et l'ordre, le masculin et le féminin, et définit les droits culturels d'un " nous " imaginativement homogénéisé vis-à-vis des " autres " imaginativement construits comme différents. Quant au discours de la menace qui est associé au mythe de la frontière, toujours focalisé sur un ennemi qui menace la " civilisation " et l'" avancée "

américaines (les Indiens, les Chinois, le communisme, l'URSS, Saddam Hussein, la concurrence japonaise, les clandestins mexicains, etc.), non seulement il justifie l'affirmation de la fonction de contrôle et de sécurisation de l'État, mais aussi, et surtout, il affecte la définition de l'identité nationale ainsi que la relation entre nationalité et citoyenneté. En tant que terme discursif, on retrouve la frontière dans les discours politico-sécuritaires. Ici, il importe de rappeler sur le plan de la sémantique que, dans la lexicologie américaine, la frontière est désignée par deux termes distincts : le terme *frontier*, qui requiert le sens de zone, espace, lieu de rencontre et de construction d'identité, et le terme *border*, qui désigne la frontière internationale entre les États. C'est plutôt ce dernier qu'on trouve dans les discours sécuritaires. Formulé dans une conception géopolitique, il prend le sens d'une ligne administrative séparant deux entités, deux juridictions différentes, d'un protecteur contre les dangers venant de l'extérieur, d'un symbole de la souveraineté de l'État et d'un marqueur d'identité. Dans les discours portant sur les relations américano-mexicaines, on a plutôt tendance à rappeler le poids symbolique de la frontière sur les inconscients collectifs de part et d'autre. Porteur de souvenirs et de blessures pas encore totalement cicatrisées rappelant les pulsions expulsionnistes du voisin du Nord pour les Mexicains, " mur " séparant une propriété privée et protection contre les périls venant du Sud (trafic de drogue, crime, immigration clandestine, fraude, etc.) pour les Américains. Mais, même si de nos jours, les rhétoriques officielles reproduisent ces représentations, elles ne font sens que pour les gouvernements, les agences de sécurité et certains politiciens locaux qui en ont fait leur fonds de commerce. En revanche, aux yeux des populations locales et des opérateurs économiques, dans les interactions quotidiennes, elles ne sont que très peu déterminantes. Comme l'affirme Jorge Bustamante, l'impact de la frontière est différent pour les populations selon qu'elles y vivent loin ou près. Alors que, pour les premières, la frontière est abstraite et lointaine, pour les secondes, elle est plus concrète et a un réel impact sur la vie quotidienne. Pour celles-ci, loin d'être une ligne de séparation, de démarcation, elle renvoie plutôt à une " jointure ", c'est-à-dire un lieu de rencontre non seulement économique mais aussi socio-culturel¹⁵. En fait, pour beaucoup de Mexicains, la frontière est une " ligne imaginaire ", une ligne qui peut être traversée et retraversée librement¹⁶. Car, à l'inverse des migrants originaires de l'Europe ou de l'Asie, les Mexicains ne viennent pas du large mais d'un État voisin des États-Unis, qui, dans le temps, s'étendait jusqu'au Nord du Rio Grande et où se sont formés les États américains de Californie, du Texas, du Nouveau Mexique, d'Arizona et d'Utah. Vivant à proximité, ils ont du mal à repérer où s'arrête leur frontière et où commence la frontière américaine. De ce fait, ils vivent le droit à la migration comme un droit historique et naturel. Certains " commutent ", c'est-à-dire résident au Mexique et vont travailler dans la journée aux États-Unis où souvent leurs enfants sont scolarisés, d'autres vont travailler temporairement dans les exploitations agricoles du Sud de la Californie. Il y a ceux qui se rendent aux États-Unis pendant la journée pour faire des courses etc., ceux qui y résident définitivement et ceux qui passent la frontière pour trouver du travail, pour retrouver leur famille ou pour une autre raison et qui ne possèdent pas les documents requis par les autorités américaines (on les appelle les *undocumented aliens*). En réalité, comme l'indiquent Alan Sweedler et Michel Foucher, la frontière américano-mexicaine ne sépare pas deux entités socio-culturelles distinctes, deux peuples aux caractères antithétiques. Elle n'a jamais empêché les mouvements migratoires du Sud vers le Nord, ni le métissage des populations, ni leur interconnexion socio-culturelle¹⁷. Si, juridiquement, il y a une ligne de démarcation, il existe une continuité territoriale et une interdépendance socio-

culturelle au quotidien. De ce fait, la frontière est plutôt une zone qu'une ligne. Elle prend son sens dans le contexte des mouvements migratoires et des échanges économiques. Zone transnationale, par où transitent quotidiennement des milliers de personnes et de biens, lieu où s'exerce une activité économique florissante grâce aux maquiladoras, ces industries localisées à la frontière depuis 1965, fonctionnant avec de la main d'oeuvre mexicaine et du capital américain, canadien ou japonais, et grâce à un marché d'offres et de demandes qui fluctue selon les besoins de l'économie américaine, la région frontalière est à la fois espace de rencontre et point de confluence de multiples conflits. Conflits quotidiens, provoqués par l'immigration illégale et le trafic de drogue (dans le sens Mexique-États-Unis) et d'armes (en sens opposé), ou conflits plus structurels, tels que les problèmes de redistribution de l'eau, qui ont provoqué des réactions extrêmes, comme par exemple l'intervention militaire américaine en 1914. Sur le plan de l'identité, la zone frontière est une entité originale, ni tout à fait mexicaine ni tout à fait américaine mais un mélange des deux, où l'on retrouve les habitudes mexicaines et les pratiques de travail et les styles de vie américains mais où l'emprise linguistique du Mexique ne cesse de croître. Cette Mexamérique, comme la baptise Carlos Fuentes, s'étend au-delà de la frontière, vers le Nord, de Mac Allen à Nogales, avec toutefois une exception : San Diego, où la population d'origine hispanique est faible. On peut dire que ce métissage culturel et la mobilité de la population posent un problème aux yeux des autorités américaines. Elles ne savent pas très bien comment identifier et caractériser la région. Les repères classiques, comme la ligne frontière et le mythe de la frontière, ne permettent plus de distinguer entre Américains et Mexicains. La frontière ne remplit plus sa fonction géopolitique de marqueur d'identité, elle devient floue. À cela il faut ajouter la crainte d'une hispanisation rampante du Sud-Ouest des États-Unis. Le discours sur la Mexamérique est ressenti par certains comme une tentative d'invasion du Sud-Ouest des États-Unis par les Mexicains, présentés comme étant animés d'arrière-pensées nostalgiques qui les feraient rêver de récupérer les terres qu'ils ont perdues en 1848. Ainsi, on se focalise sur la rapide diffusion de l'espagnol et l'accroissement de la population d'origine hispanique. On cite les prévisions démographiques selon lesquelles, en l'an 2050, les Américains blancs deviendraient une minorité et 29% de la population de la Californie serait hispanique¹⁸. Et, comme on peut le voir avec l'exemple de la déclaration de John Tanton, le fondateur de la FAIR ¹⁹, qui s'appuie sur des arguments de fécondité différentielle et de différence culturelle, on présente l'immigration mexicaine légale et clandestine comme " l'invasion de la nation par un groupe qui est plus fertile et dont les valeurs culturelles sont différentes de celles des Américains " ²⁰. On peut dire qu'au fond, les autorités redoutent que les flux transfrontaliers, la création des liens multiples par delà des frontières et le métissage culturel affectent les structures étatiques classiques et remettent en cause le contrôle qu'elles ont sur les frontières et les populations. Cette crainte se traduit par la réaffirmation symbolique de l'autorité de l'État et donne lieu à la production d'un discours sécuritaire qui appelle au renforcement des mesures de contrôle de la frontière et des populations. La problématisation de l'immigration mexicaine et la constitution d'un continuum sécuritaire Il faut rappeler que, au départ, la frontière du Sud avait été perméable à la circulation des personnes en général et des Mexicains en particulier. En fait, le mouvement d'inclusion et d'exclusion ne s'opérait pas à la frontière internationale, mais, comme on peut le rappeler avec l'éviction des Chinois des mines californiennes, c'étaient les frontières internes (la ségrégation raciale, la discrimination socio-économique, les barrières linguistiques, etc.) qui s'étaient érigées pour limiter l'accès des non-blancs à des ressources raréfiées²¹.

Pendant la Révolution mexicaine (1910-20) et la Première Guerre mondiale, l'armée, les agences de sécurité et les services de renseignement furent déployés à la frontière et ce n'est qu'à partir de 1920 que les contrôles aux frontières furent rétablis. Pratiqués d'abord sous forme de contrôles douaniers (lutte contre la contrebande), ils s'étendirent vite au contrôle de l'immigration. Celui-ci fut instauré avec l'imposition des quotas par nationalités, adoptés par le gouvernement fédéral en 1921 et 1924. Il nous faut rappeler ici que ces quotas ne concernaient pas les Mexicains, lesquels étaient au contraire encouragés par les discours officiels à venir aux États-Unis pour pallier la main d'oeuvre manquante. Ils étaient instaurés contre les migrants originaires des pays de l'Europe du Sud et de l'Est, réputés " fauteurs de trouble ". Mais, avec les quotas apparut le premier problème d'immigration clandestine. Les migrants européens interdits d'entrée tentèrent d'entrer par la frontière américano-mexicaine, dont le franchissement leur semblait facile. Et, c'est pour faire face à ce problème que fut créée en 1924 la Border Patrol (la patrouille frontalière), dont la mission est de contrôler la frontière et d'appréhender les clandestins qui tentent de la franchir. L'attitude des Américains face aux Mexicains a toujours été pour le moins ambiguë et complexe. Ils les ont tantôt aimés et appelés, tantôt montrés du doigt et refoulés de l'autre côté de la frontière. Si, au départ, les Mexicains étaient préférés à d'autres migrants, c'est qu'aux yeux des autorités et des employeurs ils présentaient certains avantages. Ils n'étaient pas coûteux (cheap labor) et venaient d'un pays voisin. Ce qui laissait supposer qu'ils n'avaient pas l'intention de s'installer définitivement aux États-Unis. Mais, bienvenue pendant les périodes de nécessité, l'immigration mexicaine a été tributaire des cycles économiques, donnant lieu à des renvois massifs pendant les périodes de crise, comme en 1929, 1941, 1954, etc. Cependant, la transformation de l'immigration mexicaine en un problème ne fut pas liée aux seuls facteurs économiques mais a été subordonnée aux modifications intervenues dans la construction sociale de la catégorie d'étrangers. Ainsi, dès la fin du XIXe siècle, on distinguait entre les " étrangers désirables " et les " étrangers indésirables ". On caractérisait ces derniers par des critères de moralité, de moeurs (loi de 1917) ou d'opinion politique (lois de 1921 et de 1950). On refusait l'entrée aux prostitués, aux malades mentaux, aux vagabonds, aux enfants non accompagnés, aux criminels, aux communistes, etc. À ces critères furent ajoutés des critères de nationalité et d'appartenance culturelle ; à chaque nationalité on attribua des caractéristiques culturelles spécifiques. Cette forme de différenciation et de discrimination commença par les Chinois, en 1882, et les Japonais, internés de 1942 à 1946, et a, ensuite, touché les Mexicains. Comme on peut le voir avec l'exemple des auditions de la Commission Dillingham sur l'Immigration, ces derniers ont été jugés " inassimilables et incapables de devenir des citoyens "²². Leur exclusion s'accrut avec l'arrivée des familles des travailleurs et la scolarisation de leurs enfants. On peut dire qu'à partir du moment où les Mexicains ont endossé la figure de l'étranger au sens défini par Simmel " une personne arrivée aujourd'hui et qui restera demain "²³, ils ont commencé à être considérés comme " une menace pour l'homogénéité raciale et culturelle des Anglo-américains "²⁴. On les empêcha de circuler en dehors de leur lieu du travail, on leur interdit d'envoyer leurs enfants dans les écoles fréquentées par les enfants des WASP, bref, on les marginalisa, et ils furent mis à l'écart de la société. La problématisation de l'immigration mexicaine et hispanique a été accentuée vers la fin des années soixante-dix par le discours sur la faiblesse des contrôles aux frontières face aux flux migratoires. Comme argument rhétorique, on avança le thème de la perte de la souveraineté et le renforcement nécessaire des contrôles aux frontières. Depuis, ce thème est devenu l'argument-type des

discours sécuritaires. De Reagan à Clinton, chaque administration a pris soin de réaffirmer l'importance du lien État-frontière-souveraineté, et a rappelé le renforcement des contrôles de la frontière afin de " relever le défi que constituent les flux migratoires à la souveraineté et à l'autorité de l'État²⁵ ". Dans les années quatre-vingt, on relia la question de la frontière aux questions de l'immigration clandestine, du trafic de drogue et de la criminalité. Malgré les dispositions de l'Immigration Reform and Control Act (IRCA)²⁶, qui prévoyait des sanctions contre les employeurs embauchant de la main d'oeuvre clandestine et renforçaient les contrôles de la frontière, la demande de main d'oeuvre clandestine est restée considérable dans les exploitations agricoles du Sud-Ouest, le bâtiment et les services. Même si les économistes estimaient à 20 milliards de dollars la contribution de cette main d'oeuvre à l'économie américaine, aux yeux des politiciens, ignorer cet apport et criminaliser les clandestins sont apparus comme tactiquement payants. On accusa les sans-papiers de ne venir aux États-Unis que pour profiter des aides sociales (le Welfare) et de l'éducation gratuitement offertes et de coûter cher aux contribuables. Les débats ont porté sur le nombre de clandestins vivant dans le pays et donné lieu à de vives polémiques entre l'INS²⁷, la Border Patrol, les associations anti-immigrés, comme la FAIR, et les politiciens locaux et nationaux. Chacun avança ses propres chiffres (des estimations qui allaient de 100 000 à 2 millions de clandestins rien que pour la Californie), critiqua les chiffres de son concurrent et réclama au gouvernement fédéral des crédits en fonction de ses propres estimations. La criminalisation de l'immigration clandestine a été accentuée avec la constitution d'un lien avec le trafic de drogue. Ainsi, selon les autorités politiques et les agences de sécurité, le Mexique est le lieu de transit de la cocaïne venant de la Colombie. Celle-ci entre avec les autres drogues dans le territoire américain avec les clandestins et les passeurs, qui parviennent à traverser la frontière malgré les contrôles existants. La conséquence de ce couplage a été le déploiement de l'armée à la frontière, avec l'Opération Alliance en 1986, et la construction en 1989 d'un Mur en tôle d'acier, long de 8 km, entre San Diego et Tijuana. Depuis, avec les hommes de la Marine et la Joint Task Force 6 (JJF6) d'El Paso, l'armée coordonne les activités à la frontière des agents de la Border Patrol, de l'INS, de la DEA et du FBI dans la lutte contre le trafic de drogue et l'immigration clandestine²⁸. Mais, comme le note Peter Andreas²⁹, si ces derniers ont été pendant longtemps considérés comme un problème par les autorités américaines, ils ne sont devenus une source de conflit entre le gouvernement des États-Unis et les pays de l'Amérique Latine que récemment, depuis la fin de la bipolarité. Pendant la Guerre Froide, les dirigeants américains étaient plutôt préoccupés par la lutte contre le communisme et ne voulaient pas paraître " faibles " dans ce combat. De nos jours, ils ne veulent pas paraître " faibles " face à l'immigration clandestine et le trafic de drogue. L'implication de pratiquement toutes les agences de sécurité et du département de la Défense ainsi que la nomination d'un ancien général de l'Armée comme le " tzar de la lutte anti-drogue " sont des signes qui symbolisent bien l'air du temps. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, ce qui frappe, c'est l'élargissement de ce discours à l'insécurité, à la violence urbaine (en particulier depuis les événements du South Central en 1992), aux incivilités et aux mouvements identitaires (le multiculturalisme). Comme nous l'avons indiqué plus haut, ces différentes questions sont reliées dans une même menace imaginaire, dite menace du Sud. Sur le plan législatif, ce continuum sécuritaire donne lieu à l'adoption de lois sur l'immigration plus restrictives et, sur le plan des dispositifs, au renforcement des mesures de contrôle des frontières et à la mise en place d'un nouveau type de contrôle des populations à l'intérieur du territoire. Le contrôle de la frontière et la Border Patrol (BP)

Le contrôle de la frontière est une responsabilité fédérale. Sont déployées à la frontière environ 56 agences de sécurité, dont les douanes, la Border Patrol, l'INS, la DEA, le FBI, la Garde Nationale, les services secrets et les militaires. Certaines d'entre elles comme l'INS, le FBI, la DEA et les Special Operation Forces, se trouvent également du côté mexicain malgré les réticences du gouvernement mexicain. À cet égard, l'un des dossiers épineux entre les gouvernements américain et mexicain porte sur l'autorisation des agents de la DEA ³⁰ de porter des armes sur le territoire mexicain. Du côté américain, on retrouve en outre des associations privées, comme par exemple Light Up the Border, une association de citoyens de San Diego qui se propose " d'aider " la Border Patrol au repérage des clandestins sur l'autoroute ou à l'aéroport. Parmi les agences qui contrôlent la frontière se trouve la Border Patrol. Créée en 1924, elle est une agence fédérale sous la tutelle de l'INS. Ses agents, en uniforme, sont armés. Appelée " Migra " par les Mexicains, elle a pour mission de surveiller les frontières terrestres et les ports d'entrée ainsi que d'arrêter les clandestins et les trafiquants de drogue. Pour ce faire, ses agents patrouillent à la frontière et en ville dans un périmètre de 25 miles (40,2km), ce qui leur permet d'intervenir dans des lieux aussi éloignés que Los Angeles ou Albuquerque. Ils peuvent contrôler les personnes et les véhicules et mener des opérations de recherche de clandestins dans les fermes et les ranchs. Pendant les opérations, ils peuvent être à pied, en voiture ou en Jeep, à cheval, en avion ou en bateau. Depuis la loi de 1986 sur la lutte contre la drogue, leur mission a été étendue au contrôle de stupéfiants. Ceci leur a permis de porter des armes sophistiquées (ils sont passés du Magnum 357 au fusil semi-automatique M-16) ³¹. Qui sont les agents de la Border Patrol et comment sont-ils recrutés ? La direction de la Border Patrol a souvent été accusée de ne se soucier guère du passé de ses agents³². Compte tenu des rhétoriques officielles, qui insistent sur le nécessaire renforcement des contrôles de la frontière, et des raisons politiques, chaque gouvernement augmente le nombre des agents de la BP (avec la loi sur l'immigration votée en octobre 1996, l'Administration Clinton a décidé de le porter à 10 000 d'ici l'an 2 000), les agents sont recrutés sans que l'on vérifie leurs qualifications. Normalement, pour devenir agent de la Border Patrol, il suffit d'avoir la nationalité américaine, plus de 18 ans et un diplôme de l'enseignement secondaire. Aucune expérience dans la police ou l'armée n'est requise. La seule condition supplémentaire est la connaissance de l'espagnol, ce qui est un signe du lieu d'affectation et de la mission. Une fois recrutés, les agents sont envoyés en Géorgie pour suivre une formation de 18 mois. Leur salaire annuel varie entre 25 000 et 26 000 \$ pour un débutant et atteint 35 000 \$ après cinq ans d'ancienneté ³³. Sur le plan de la composition ethnique, on retrouve très peu d'agents " Africains-Américains " (seulement 2% des effectifs) et peu de femmes (3,6%). Par contre, ces dernières années, on remarque une forte hispanisation des recrues, atteignant 40% des effectifs. Une grande majorité de ces agents, que les Mexicains appellent Tejanos, sont les petits-enfants des ouvriers mexicains venus travailler dans le Sud-Ouest des États-Unis, et la plupart ont grandi dans la vallée de Rio Grande. Pour ces jeunes " Hispaniques-Américains ", l'enrôlement dans le corps de la Border Patrol apparaît comme une possibilité d'ascension sociale et une preuve symbolique de leur appartenance à la " communauté imaginée " américaine. Servir l'État en protégeant ses frontières est une manière hautement symbolique de montrer qu'ils font partie de la communauté et qu'ils la protègent. Seulement, " l'ennemi " contre lequel ils défendent les États-Unis est leur communauté d'origine, ce qui n'est pas sans provoquer des conflits violents avec les Mexicains qui tentent de traverser la frontière. Même si à la question " comment pouvez-vous vous comporter ainsi avec la Raza ? " ils formulent une réponse rhétorique du genre

" Je défends mon pays contre les criminels qui ne respectent pas la loi ", certains d'entre eux vivent douloureusement la situation et demandent leur réaffectation à la frontière canadienne³⁴. Les agents de la Border Patrol et de l'INS arrêtent environ un million de personnes par an. Mais, aussi considérable qu'il puisse paraître, ce chiffre ne dissuade pas les clandestins de tenter de franchir la frontière. Généralement, ils préfèrent emprunter les mêmes itinéraires que les migrants légaux. Il y a quarante ports d'entrées, dont 20 au Texas, 8 en Arizona, 8 en Californie et 4 au Nouveau Mexique. De tous ces ports, les plus importants sont : San Diego-Tijuana (avec tout particulièrement le point de passage Otay Mesa le long de l'océan Pacifique) et El Paso-Ciudad Juarez. C'est pour cette raison que les autorités ont classé ces lieux comme des points stratégiques et ont mis sur pied des opérations de contrôle médiatisées, comme Gatekeeper et Hold the Line³⁵ en déployant plus d'hommes et en utilisant les méthodes les plus modernes issues des guerres du Vietnam et du Golfe (repérage infrarouge, senseurs, détecteurs de mouvement, caméras détectant les passagers des véhicules en marche, détecteurs de drogue, empreintes digitales et vocales, etc.). Mais, le résultat a-t-il été à la hauteur des moyens mis en oeuvre ? Même si les autorités ont indiqué une baisse de 25% des interpellations dans la région San Diego-Tijuana, elles ont été toutefois obligées de reconnaître que les opérations avaient eu pour effet de déplacer le passage des clandestins vers l'Est, vers d'autres secteurs de la frontière³⁶. De même, la technologisation des contrôles en utilisant des moyens sophistiqués n'a pas donné les résultats escomptés et a vite montré les faiblesses du système. En effet, l'utilisation de la haute technologie nécessite plus d'agents spécialisés disposant de plus de temps. Mais, les agents de la Border Patrol doivent, en un court laps de temps, patrouiller, manier le matériel technologique, poursuivre, arrêter les clandestins, les interroger et décider s'ils les renvoient ou les mettent dans les centres de détention, ce qui leur laisse peu de temps pour utiliser les moyens sophistiqués. Par ailleurs, la technologisation des contrôles a accru les tarifs des passeurs qui, connaissant à la fois le mode de fonctionnement du système et ses failles, ont inventé des " contre-technologies " fort simples, comme, par exemple, d'obstruer avec du chewing-gum les machines de contrôle. Pour faire face à ces faiblesses, la solution la plus extrême serait de fermer totalement la frontière, longue de 3 200km. Mais cette alternative serait contraire aux principes de la démocratie et entrerait en contradiction avec la logique économique de l'ALENA. De plus, il sera difficile aux autorités américaines d'expliquer aux opinions publiques nationales et internationales pourquoi elles ferment une frontière pacifique qui n'est pas militairement menacée par une puissance étrangère. Mais, même si un gouvernement optait pour cette solution suicidaire, il ne disposerait pas des moyens nécessaires. Car, comme le montre Josiah Heyman, si l'on prend pour base le nombre des agents de la Border Patrol déployés au secteur le plus contrôlé de la frontière, à savoir l'Imperial Beach, où 255 agents couvrent une zone de 6 miles allant de l'Océan Pacifique à San Ysidro, il faudra 80 962 hommes pour contrôler toute la frontière. Sachant que, de nos jours, sont déployés 5 000 hommes avec un budget d'environ 300 millions de dollars, la " borderpatrolisation " totale de la frontière reviendrait, selon les estimations, à 4,8 milliards de dollars³⁷. Comme on peut le voir, le contrôle de la frontière est techniquement et financièrement impossible à réaliser. Pourquoi alors focaliser les discours sur lui ? Au fond, ces discours sont des politiques symboliques destinées à réconforter les opinions publiques et sont utilisés comme une tactique politique. Ils permettent de canaliser l'attention des opinions publiques préoccupées par les problèmes du moment en un lieu et un thème précis. En fait, dans la pratique, les autorités, conscientes de l'impossibilité d'un contrôle total, mettent en place un contrôle sélectif

qui cible une population déterminée en fonction de critères de distinction basés sur des caractéristiques ethniques. Les contrôles sont orientés vers des personnes qui ressemblent physiquement, ou en raison de leurs signes vestimentaires ou comportementaux, à l'image de l'étranger, qui constituerait une menace non seulement pour la sécurité nationale mais aussi pour l'identité. Au fond, comme l'écrit Didier Bigo, " il s'agit moins de la transgression de la frontière physique et de la souveraineté que de la transgression des frontières symboliques mettant en péril la prétendue identité sociétale du pays qu'il s'agit d'empêcher³⁸ ". Ce qui aboutit à des contrôles qui se font indépendamment du statut juridique, sur une simple apparence extérieure, menant à un amalgame entre clandestins, résidents légaux et Américains d'origine hispanique. Les préoccupations identitaires et la mise en place d'un contrôle de l'intérieur Si la frontière reste un lieu significatif de contrôle, les préoccupations identitaires tendent à étendre les contrôles vers l'intérieur pour se tourner vers des groupes ou communautés identifiés comme porteurs de risques pour la société et l'identité américaines. Ces dernières années, on remarque que les discours établissent un lien entre les thèmes de culture, d'identité et de flux migratoires, lien qu'ils posent à travers la présentation du migrant comme l'" autre culturel ", qui s'introduit dans les pays développés et menace leur harmonie et leur identité culturelle. Ainsi, non seulement lorsqu'il s'agit des questions liées au crime, à la violence, aux incivilités sociales, mais aussi lorsqu'on évoque les questions portant sur l'éducation, la préservation de l'anglais comme la langue " officielle " de facto, la famille, les styles de vie, il y a une focalisation sur les groupes et les communautés à qui on attribue des constructions identitaires et des modes de socialisation différents. Barry Buzan et Ole Waever désignent cette nouvelle préoccupation comme l'expression d'une nouvelle conception de la sécurité, la sécurité sociétale définie comme " la préservation dans des conditions d'évolution acceptables, des modèles traditionnels de langue, de culture, d'association, d'identité religieuse et culturelle et des coutumes³⁹". En citant l'exemple de la construction européenne comme relevant du processus de mondialisation et de transnationalisation, Ole Waever affirme que ces phénomènes donnent lieu à un changement dans les préoccupations sécuritaires. Il se produit un glissement de l'objet référent, qui passe de l'État à la nation, de la souveraineté à l'identité. Pour lui, la sécurité sociétale concerne les situations où la société perçoit une menace en termes identitaires. Dès lors, l'identité d'une société apparaît essentiellement comme une question de survie, de défense des valeurs culturelles, transformant ainsi les questions liées à la culture en une politique sécuritaire⁴⁰. La question de l'identité se pose simultanément comme un discours interrogatif sur fond d'inquiétude et comme un discours normatif sur fond de menace. On se déclare inquiet face à une perte des valeurs américaines et on pose comme nécessaire le contrôle des identités non WASP afin de permettre la survie de la culture et de l'identité américaines. Cette focalisation identitaire influence les rhétoriques des contrôles aux frontières, de l'attribution des droits sociaux et parfois même du droit à la scolarisation. Comme nous l'avons montré avec l'exemple des Mexicains, les arguments identitaires reposent sur les différences culturelles et aboutissent à la thèse de l'inassimilabilité des migrants " culturellement différents " à la société américaine. On les accuse de ne pas vouloir s'intégrer, en pratiquant leur langue maternelle, en évitant les mariages mixtes, en retournant au pays pendant les vacances, en préférant des emplois ethniques, en s'isolant du reste de la société, etc. ⁴¹. Au fond, avec ces présuppositions on transforme la question de l'intégration en une question culturelle. Ainsi, on identifie les migrants par des caractéristiques culturelles qui leur sont attribuées à travers une construction qui se réfère à la langue, à la religion, aux moeurs et coutumes et aux formes

de vie que l'on présente comme étant antinomiques avec les caractéristiques culturelles de la société d'accueil. Cette construction rend plus conflictuelles les interactions entre les migrants et les nationaux et donne lieu à une représentation de la société en termes antagonistes, en distinguant le " nous " culturellement homogène des " autres " culturellement différents. Il nous faudra également ajouter comme élément qui permet de renforcer cette représentation, l'utilisation par l'Administration américaine des catégories ethniques pour décrire la composition de la société. Ainsi, celle-ci serait composée de quatre groupes ethniques différents : les Africains-Américains (les Noirs), les Asiatiques, les Hispaniques et les Native-Américains (les Indiens). Il est intéressant de remarquer que les Américains blancs ne sont pas cités comme un groupe ethnique à part. Selon Mary C. Waters, l'appellation ethnique a des effets différents selon qu'il s'agit des Blancs, des Hispaniques ou d'autres minorités⁴². Pour les premiers, il s'agit d'une " ethnicité symbolique ", enracinée dans des traditions familiales et renforcée par la référence à des aspects agréables et librement choisis de l'héritage ethnique. Ainsi, on aime bien rappeler les traditions culinaires ou vestimentaires, les références littéraires, les mythes gentils etc., mais ceux-ci n'ont aucune répercussion sociale réelle pour les intéressés. Alors que, pour les seconds, l'ethnicité est arbitrairement construite par la société d'accueil à partir des critères essentialistes, choisis par elle, qui leur confèrent une identité fixiste. Les effets de ce type d'ethnicité dépassent le cadre symbolique, pour devenir un critère de sélection et de discrimination, et ont une implication décisive sur l'intégration des intéressés à la société américaine. Une autre question qui concerne les préoccupations identitaires est celle du multiculturalisme. Celui-ci est entendu comme l'affirmation des différences culturelles menant aux revendications de reconnaissance publique. Comparés à la France, même si aux États-Unis les interrogations multiculturalistes reçoivent une certaine légitimité, du moins dans des cercles philosophiques⁴³, les rhétoriques sécuritaires les transforment en un danger menaçant l'équilibre culturel et ethnique du pays. En insistant sur les différences, en demandant la modification des programmes scolaires avec l'introduction des cours de culture et d'histoire non occidentales, etc., le multiculturalisme porterait atteinte à l'unité du pays et le menacerait de " balkanisation ". Quand on relie l'argument de la peur du multiculturalisme à celui de l'inassimilabilité des migrants, on remarque qu'ils partent tous deux de présupposés similaires, mais que leur façon de transformer la question des différences culturelles en une menace apparaît bien contradictoire. En effet, d'une part, on met en avant les caractéristiques culturelles des migrants de façon différentialiste, on les présente comme constituant leur identité et, d'autre part, on refuse de reconnaître ces caractéristiques publiquement comme l'exigent les revendications multiculturalistes. Tout en transformant ces caractéristiques en quasi normes, on refuse toute revendication de reconnaissance des différences qu'on décrit, à l'instar d'Arthur Schlesinger comme une " menace de désunion " ⁴⁴, de Dinesh de Souza ou d'Alan Bloom comme " une atteinte aux origines européennes de l'identité américaine " ⁴⁵, de Charles Krauthammer comme " menant à la balkanisation " et de Samuel Huntington comme " un moyen d'encourager l'infiltration de la civilisation américaine par des valeurs étrangères " ⁴⁶. Ce qui est important de noter ici, c'est la fabrication d'un nouveau type de menace avec le culturalisme et les revendications multiculturelles. Il s'agit d'une menace qui est localisée à l'intérieur du pays, une menace qui s'est déjà infiltrée et qui se reproduit localement. Elle s'ajoute à la menace qui vient de l'extérieur par les flux migratoires. Comme exemple de cette interconnection, on peut citer un pamphlet intitulé *Le chemin du suicide national : essai sur l'immigration et le multiculturalisme*, publié en 1994, pendant la

campagne californienne en faveur de la Proposition 187, où l'immigration et le multiculturalisme étaient décrits comme une menace pour l'harmonie culturelle et l'équilibre ethnique du pays⁴⁷. Nous pouvons dire ici, avec David Campbell, que les arguments culturels créent un lien entre ce qui est perçu comme un élément de résistance " de l'intérieur " à l'identité (le multiculturalisme) et les menaces identifiées et localisées " à l'extérieur " de l'État : les flux migratoires, le trafic de drogue⁴⁸. Les deux sont synthétisés par un discours sécuritaire en une menace globale. Pour contrer cette menace, les contrôles, tout en se maintenant à la frontière, se déplacent vers l'intérieur, vers des groupes à risques, et se focalisent sur des lieux où on peut les repérer, identifier, catégoriser, surveiller, contrôler et punir. Parmi ces lieux, on trouve les organismes de distribution des droits sociaux (le Welfare), comme l'assurance chômage, l'allocation d'aide aux familles avec enfant à charge (AFDC), le complément de retraite, l'indemnité d'incapacité, etc. ainsi que les établissements d'enseignement publics. Depuis le milieu des années quatre-vingt, les droits sociaux sont appréhendés aux États-Unis, tout comme en France, non seulement dans une logique économique de crise de l'État-providence mais aussi dans une logique sécuritaire, qui les transforme en un lieu de contrôle de l'immigration clandestine et des identités. Dans les discours sécuritaires, les droits sociaux sont présentés comme constituant un " attrait " pour les migrants originaires des pays du Sud. Ceux-ci ne viendraient aux États-Unis que pour profiter des avantages " généreusement distribués ". Ces avantages permettraient aussi à ceux qui se sont illégalement infiltrés, ou à ceux qui sont rentrés en bénéficiant des regroupements familiaux, de rester aux États-Unis et de survivre aux dépens des nationaux. La solution serait non seulement de leur refuser l'accès aux droits mais de transformer les établissements de leur attribution en des lieux de contrôle. Ce qui donne lieu à la mise en place d'un nouveau type de contrôle, un contrôle de l'intérieur, qui s'effectue non seulement avec la vérification du numéro de sécurité sociale, le moyen le plus courant de vérifier l'identité d'une personne, mais aussi avec le contrôle de l'attribution des droits sociaux. Si, comme on l'a vu avec la Proposition 187, les discours ont d'abord ciblé les clandestins qui étaient juridiquement plus faciles de criminaliser, ils se sont rapidement étendus aux résidents légaux. C'est ainsi que la nouvelle loi sur le Welfare, adoptée en août 1996 par l'Administration Clinton, a non seulement repris les dispositions de la Proposition 187 mais a aussi élargi certaines restrictions aux résidents légaux et aux citoyens américains pauvres qui sont souvent d'origine non WASP. Ainsi, d'une part, les services sociaux sont transformés en des lieux de contrôle du statut juridique et de l'identité des bénéficiaires, et, de l'autre, les conditions du bénéfice des droits sont durcis. Partant de la présupposition que les bénéficiaires ont des formes de vie différentes de celles de l'Américain blanc moyen, on impose des normes de mode de vie pour bénéficier des droits sociaux. Dorénavant, les bénéficiaires doivent se conformer à des normes de conduite familiales (on refuse les droits aux parents célibataires, aux mères n'ayant pas atteint l'âge de la majorité), sexuelles et éducatives, à des critères de travail (il faut accepter tout offre d'emploi et ne pas vivre des aides publiques) etc. Tous ceux qui ont des formes de vie différentes des normes de l'Américain moyen seront éliminés du bénéfice des droits sociaux. Le dispositif soumet les bénéficiaires à un fichier, où il ne s'agit pas d'inscrire seulement les caractéristiques juridiques mais aussi celles relevant des formes de vie. À partir de ces données, seront établis des diagrammes permettant de suivre l'évolution de la situation socio-économique des intéressés. Car, si au bout de deux ans le bénéficiaire ne se conforme pas aux normes requises, il sera rayé de la liste. On peut dire que, tout en limitant l'accès aux droits sociaux et en refixant les conditions

d'octroi, un lien est établi entre l'identité et l'accès aux formes de citoyenneté qui lui correspondent. La nouvelle forme de la citoyenneté sociale, pour reprendre l'expression de T. H. Marshall ⁴⁹, s'accompagne d'un recentrage de l'identité américaine sur des valeurs traditionnelles comme la famille, la communauté, le contrat républicain, la civilité, la responsabilité, etc. Peut-on dire que l'identification d'une menace localisée à l'intérieur met en péril la sécurité de la société plus que celle de l'État ? Peut-on affirmer, avec Barry Buzan et Ole Waever, que les préoccupations de la sécurité sociétale déterminent les enjeux de la sécurité ? Si l'on réfléchit à ces questions en tenant compte de la construction d'un continuum sécuritaire et des types de contrôle qui se mettent en place, il semble que, même si les questions d'identité culturelle se trouvent au centre des nouvelles rhétoriques, même si elles sont déterminantes dans les processus d'inclusion et d'exclusion, il n'y a pas de déplacement de la sécurité de l'État vers la sécurité sociétale. On dira qu'au lieu d'être distinctes, la sécurité de l'État et la sécurité sociétale sont plutôt complémentaires. Comme on peut le voir dans les discours sécuritaires, les objets référents des rhétoriques sont l'État, la frontière et l'identité, et ils sont plutôt reliés entre eux que séparés. Le nouveau type de contrôle qui se met en place confirme d'ailleurs ce lien : un contrôle bifocal, focalisé à la fois à la frontière et à l'intérieur du pays via les établissements d'attribution des droits sociaux.

NOTES

1. Ayse Ceyhan est chercheur au Centre d'Etudes sur les Conflits.
2. Didier Bigo, *Polices en réseaux : l'expérience européenne*, Paris, Presses de Science Po, 1996, chap. V, pp. 258-266.
3. Accord de Libre échange signé en 1992 entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Il ne constitue pas un véritable marché commun et ne prévoit la libre circulation que de certains biens économiques et la réduction de certains tarifs douaniers entre les partenaires.
4. " La Californie, un théâtre de passants ", *Autrement*, n° 31, 1981, p. 11.
5. En général, les ressortissants canadiens sont refoulés à la frontière en raison de la possession de stupéfiants. Voir *Aliens Turned Away From the United-States, Immigration Illegal Aliens, Burden or Blessing ?*, Information Plus Series, Texas, 1995, p. 39.
6. Appellation forgée par l'Administration américaine pour désigner de façon générique les populations d'origine latino-américaine vivant aux États-Unis.
7. Barry Buzan, *People, State and Fear, an agenda for International Security Studies in the post Cold-War*, London, Harvester Wheatsheaf, 1991 ; Ole Weaver, " Societal Security : the Concept " in O. Weaver, B. Buzan, Kelstrup, P. Lemaître, *Identity, Migration and the New Security agenda in Europe*, New York, St Martin Press, 1993.
8. Voir Catherine Collomp in C. Collomp, M. Menendez (dir.), *Amérique sans frontière*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1995, p. 5.
9. Malcolm Anderson, *Frontiers*, Cambridge, UK, Polity Press, 1996, pp. 2-5. Voir également son article dans ce numéro.

10. Richard Slotkin, *Gunfighter Nation. The Myth of the Frontier in the Twentieth Century America*, New York, Athenium, 1992, p. 10.
11. Frederick J. Turner, *The Frontier in American History*, The University of Arizona Press, 1986.
12. Cynthia Ghorra-Gobin, " La "frontière", espace de formation de l'identité nationale améri-caine ", *Hérodote*, 1er - 2ème trimestre 1994, p. 175.
13. Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflexions on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso, 1991 (réed.).
14. David Campbell, *Writing Security. US Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992, p. 196.
15. Jorge A. Bustamante, " Interdependence, Undocumented Migration and National Security " in J. A. Bustamante, C.W. Reynolds, R. A. Hinojosa Ojeda, (eds), *US - Mexico Relations : Labor Market Interdependence*, Stanford, Stanford University Press, 1992.
16. Voir Ronald Takaki, *A Different Mirror. A History of Multicultural America*, New York, Little Brown and Company, 1994, p. 334.
17. Alan Sweedler, Paul Ganster, " The US-Mexican Border Region : Security and Interdependence " in David Lorey (ed.), *US - Mexico Border Statistics since 1990*, UCLA, 1990 ; Michel Foucher, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, pp. 417-429.
18. US Bureau of Census, *Populations Projections of the United-States by Age, Sex, Race and Hispanic Origin : 1992 to 2050, Current Population Reports*, pp. 25-1092, Washington D.C., Government Printing Office, 1992.
19. FAIR. Federation for the American Immigration Reform : association anti-immigré fondée en 1979. S'inspirant des thèses nativistes, conservatrices, environnementalistes et libertaires, elle propose l'arrêt de l'immigration légale en provenance des pays du Sud et défend la préférence nationale.
20. Interview par le *San Francisco Chronicle*, 30 mars 1994.
21. Voir Annick Foucrier, " Immigration et tensions raciales aux États-Unis : la Californie, un laboratoire " in C. Collomp, M. Menendez, op. cit.
22. US Congress Senate 1911, pp. 690-91.
23. Georg Simmel, *The Sociology of Georg Simmel*, New York, The Free Press, 1964.
24. Voir Ronald Takaki, op. cit., p. 329.
25. Comme, par exemple, le discours de Ronald Reagan lors de l'adoption de la loi sur le contrôle de l'immigration de 1986.
26. Immigration Reform and Control Act ou loi Simpson-Rodino, adoptée en 1986.
27. Immigration and Naturalization Service : agence fédérale dépendant du ministère de la Justice et de l'Intérieur (Attorney General). Elle s'occupe des affaires d'immigration et de naturalisation.
28. Voir Jean-Paul Hanon, " L'armée veille à El Paso ", *Le Monde Diplomatique*, octobre 1996.
29. Peter Andreas, " US-Mexico : Open Markets, Closed Border ", *Foreign Policy*, n° 103, été 1996, pp. 51-70.
30. Drug Enforcement Administration : agence fédérale de lutte contre la drogue.
31. Maria Jimenez, " Police, Policies and Practices : the Case of Border Patrol ", *Immigration Newsletter*, 1988.
32. *Los Angeles Times Series*, 22-24 avril 1993.
33. Idem.

34. " La Migra : The Border Patrol's Wall of Silence ", The Texas Observer, 12 mars 1993.
Voir aussi Leo Chavez, " The Power of Imagined Community : The Settlement of Undocumented Mexicans and Central Americans in the United-States ", American Anthropologist, n° 1, 1996, pp.52-73
35. Frank D. Bean, Thomas J. Espenshade, Michael J. White, Robert Dymowski, Illegal Migration and the United-States-Mexico Border : The Effects of Operation Hold the Line on El Paso/Juarez, unpublished paper, Population Research Center, University of Texas, Austin, 1994.
36. Idem.
37. Josiah Heyman, " Putting Power into the Anthropology of Bureaucracy : the Immigration and Naturalization Service at the United-States-Mexico Border ", Current Anthropology, n° 36, 1995, pp. 261-87 et " Can Mexican Border Be Closed to Illegal Immigration ? Practical and Ethical Concerns ", unpublished paper, 1995.
38. Didier Bigo, " L'illusoire maîtrise des frontières ", Le Monde Diplomatique, octobre 1996.
39. Barry Buzan, op. cit., p 19.
40. Ole Wæver, op. cit., et " European Security Identities ", Journal of Common Market Studies, vol 34, n° 1, mars 1996, pp. 112-114. Voir également Concepts of Security, Collection of published and unpublished articles, 1995.
41. Comme exemple de cet argumentaire, on peut citer l'article de James C. Clad, " Slowing the Wave ", publié dans Foreign Policy, n° 95, 1994 ; considérant l'immigration comme un problème culturel et identitaire, l'auteur énumère les raisons culturelles de l'inassimilabilité des Mexicains. Voir également les critiques de cet article par Jeffrey Passel et Michael Fix, " Myths About Immigrants ", paru dans le même numéro.
42. Mary C. Waters, Ethnic Options : Choosing Identities in America, Berkeley, University of California Press, 1990, et " L'ethnicité symbolique : un supplément d'âme pour l'Amérique blanche ", Hommes & Migrations, février-mars 1993, n° 1162-1163, pp. 71-74.
43. Pour le débat sur le multiculturalisme, voir Ayse Ceyhan, " Le communautarisme et la question de la reconnaissance ", Cultures & Conflits, n° 12, 1993.
44. Arthur Schlesinger Jr., The Desuniting of America : Reflexions on a Multicultural Society, New York, W. W. Norton, 1991.
45. Alan Bloom, The Closing of the American Mind, New York, Simon and Schuster, 1987.
46. Samuel Huntington, " If Not Civilization What ? Paradigms of the Post-Cold War World ", Foreign Affairs, n° 75/2, nov-déc. 1993, p. 190.
47. Lawrence Auster, The Path to National Suicide : An Essay on Immigration and Multiculturalism, American Immigration Control Foundation, Monterey, 1994.
48. David Campbell, " Violent Performances : Identity, Sovereignty, Responsibility " in Y. Lapid et F. Kratochwill, The Return of Culture and Identity in IR Theory, Boulder, London, Lynne Rienner, 1996, pp. 163-181.
49. T. H. Marshall, Class, Citizenship and Social Development, New York, Doubleday, 1964.

INDEX

Mots-clés : frontières, contrôle, identité

Index géographique : Canada, États-Unis, Mexique